



Des journalistes exclus de la visite d'Emmanuel Macron en Gironde

Ce mercredi 20 juillet, une dizaine de journalistes se sont vu refuser leur accréditation pour suivre la visite d'Emmanuel Macron en Gironde, département en proie à de gigantesques incendies de forêts. Le chef de l'État venait rencontrer pompiers, élus et habitants locaux, mais la préfecture avait visiblement trié sur le volet les journalistes autorisés à en rendre compte.

Si TF1, l'AFP, France Bleu (Radio France) et *Sud-Ouest* ont pu assister à la visite présidentielle et entendre les déclarations du locataire de l'Élysée, d'autres médias locaux ont été refoulés. Deux propositions ont été faites à ces journalistes : quitter les lieux ou « entrer en confinement dans un local, jusqu'à 19h30 (avec) interdiction pour eux de sortir, y compris pour se rendre aux toilettes », raconte la rédaction du journal *Le Républicain Sud-Gironde* / actu.fr ([lire ici](#)).

Si *Le Républicain* a souhaité dénoncer cette situation, c'est qu'une dizaine de journalistes aurait subi le même sort. Présents sur le terrain depuis le 12 juillet pour informer de l'avancée et de la lutte contre les incendies en Gironde, les médias locaux méritent un autre sort que ce parcage et cette exclusion. D'autant que leur suivi du dossier leur permet de soulever des questions pertinentes.

« On ne peut pas inviter tous les petits journaux locaux », aurait indiqué la chargée de communication de la préfecture de Gironde, « qui n'a pas apprécié les posts publiés sur les réseaux par nos journalistes indignés », rapporte également *Le Républicain*. La veille, l'hebdomadaire avait en effet dénoncé un « entre-soi parisien insupportable » ([lire ici](#)).

Le SNJ-CGT apporte tout son soutien aux journalistes et aux médias qui ont été ainsi traités avec mépris. Il dénonce des pratiques incompatibles avec la liberté d'informer et d'être informé, ainsi qu'une discrimination entre médias.

En mars dernier, dans sa « lettre ouverte aux candidates et candidats à la Présidentielle » ([lire ici](#)), le SNJ-CGT avait déjà dénoncé « les règles de plus en plus strictes pour couvrir les déplacements ministériels et présidentiels », constituant une « entrave » à la mission des journalistes. « Exclure des journalistes ou restreindre l'accès à une poignée, qui transmettront ensuite des "éléments" à leurs collègues met à mal la diversité de l'information », insistait le SNJ-CGT.

Visiblement, un rappel urgent est nécessaire.

Montreuil, le 21 juillet 2022.